

Réponse à Nico

par Annie Lacroix-Riz, professeur émérite

Le Monde a pour habitude d'énoncer la «doxa» historique (sur l'U.R.S.S. et son «tyran rouge», sur le patronat pas «collaborateur», Louis Renault en tête, sur le démocrate colonel de la Rocque, ... Etc.). Annonçant le 4 novembre 2013 le matraquage idéologique d'un an (minimum) qui nous attend, le «journal de référence» a donc chargé le médiéviste Nicolas Offenstadt, par ailleurs spécialiste des «mémoires» de la Grande Guerre, d'«en finir avec dix idées reçues sur» celle-ci. Car, nous explique ce dernier, «son fort impact sur la société française alimente la circulation d'images et de clichés qui ne correspondent pas à l'état du savoir des historiens.»

Dédouaner le capital

Au sommet du panthéon mythologique figurerait l'idée que «la guerre était souhaitée par les industriels et les financiers». Citons :

«Les interprétations marxistes des origines de la guerre, derrière les réflexions de Lénine sur l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme, allouent une place centrale aux rivalités économiques accentuées par la baisse tendancielle du taux de profit, et au caractère prédateur des milieux industriels. Il y a certes des rapports de force commerciaux entre les blocs en Chine ou dans l'Empire ottoman, entre Britanniques inquiets du «made in Germany» – et Allemands. La course

aux armements dans l'immédiat avant-guerre, dans tous les pays, renforce cette interprétation. Mais l'historiographie a montré que les interdépendances étaient en fait très fortes entre les économies et que, pour nombre de secteurs (assurances, sociétés minières...), la paix était préférable à la guerre. La City a ainsi plutôt poussé à défendre la paix. Par ailleurs, en matière de politique étrangère, les milieux industriels et financiers n'étaient pas unis.»¹

Le «cliché» présumé n'a, d'emblée, pas d'objet. Les marxistes se sont en effet contentés d'analyser l'économie capitaliste avant 1914 sans référence à l'éventuel «souhait» des banquiers et des industriels : Lénine, aussi hégélien que Marx, observe les pratiques des «capitalistes, en dehors de leur volonté et de leur conscience». Il recense dans l'impérialisme, stade suprême du capitalisme les pratiques, à la veille de la guerre, du «capital financier [...] résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolieuses



Une des publications françaises va-t-en guerre prônant «la Revanche» sur la victoire allemande de 1871

avec le capital de groupements industriels monopoliseurs» dans la phase impérialiste née de la première grande crise systémique du capital (1873) : il parle, non des banquiers et des industriels, mais d'une «poignée de monopoliseurs», «cartels et trusts» ayant alors procédé au «partage du monde». L'«oligarchie financière» – désormais plus que centenaire – a résisté à la baisse des prix et du taux de profit en cartellisant, en cassant les salaires et les revenus non monopolistes, bref, en reportant le poids de la crise «sur le reste de la population». Mais elle n'a pu abolir la surproduction, c'est à dire l'insuffisance du taux de profit attendu par rapport au capital investi ou à investir, ni surmonter les rivalités et contradictions qui la déchirent. Elle a créé ou renforcé les cartels et trusts (effectivement «interdépendants», pour citer Nicolas Offenstadt),

idéologie alors triomphante des «agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier» : il forge la «théorie de l'ultra-impérialisme» [ou super-impérialisme] pacifique, les capitaux concentrés-cartellisés «préférant» le compromis au conflit. Ce rêve démobilisateur lui vaut les assauts de Lénine, avant que la guerre générale de 1914 ne tranche. «Les cartels internationaux, dans lesquels Kautsky voit l'embryon de l'ultra-impérialisme (de même que la fabrication de tablettes de laboratoire «peut» être proclamée embryon de l'ultra-agriculture), ne nous fournissent pas l'exemple d'un partage et d'un repartage du monde, de la transition du partage pacifique au partage non pacifique et inversement ? [...] Le capitalisme s'est transformé en un système d'oppression coloniale et d'étranglement financier de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays «avancés». Et le partage de ce butin a lieu entre deux ou trois rapaces universellement puissants, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) [sans oublier l'Allemagne et la France], qui entraînent toute la terre pour le partage de leur butin.»

Dans chaque pays, une historiographie documentée, pas toujours marxiste, a corroboré, tant pour 1914 que pour 1939, «les interprétations marxistes des origines de la guerre». La thèse du conservateur

Fritz Fischer, Dozent (assistant à l'université) sous Hitler. Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918, démontre l'unanimité en faveur de la guerre de butin de la «poignée» des décideurs allemands, soutenus par la quasi-totalité des forces politiques (S.P.D. «majoritaire» inclus). Vieille de plus de 50 ans (1961, traduite en 1970), elle n'a pas pris une ride. Certes, l'historiographie dominante l'exclut des bibliographies officielles des concours de recrutement en histoire depuis les années 2000 : elle ne mentionne que Georges-Henri Soutou, «L'or et le sang». Les buts de guerre économiques de la Première guerre mondiale (1989), qui conteste le consensus des décideurs allemands en la matière et contredit Fischer sur tout ou presque. Qu'importe que les sources originales attestent le consensus sur la guerre et sur ses buts économiques (après hésitation sur les compromis possibles) du bloc Banque de France, Comité des Forges

mais ces fruits et accélérateurs du développement inégal du capital ne «suppriment [pas] les crises.» Aggravant la concurrence des secteurs cartellisés, la crise contraint donc les monopoles à détruire massivement du capital et à se repartager le globe : leur «chasse aux colonies» ou zones assimilées (empires ottoman et russe) se renforce «après 1880» ; au début du XX^{ème} siècle se déploient les «guerres périphériques» jusqu'au cœur du continent européen, et les plans visant à «annexer, non seulement les régions agraires, mais même les régions industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France).»

Le retour de «l'ultra-impérialisme»

C'est alors que Kautsky, le plus prestigieux marxiste vivant après la mort d'Engels, rallie le réformisme,